

Qui sommes-nous, qu'en avons-nous fait, vers où nous dirigeons-nous et après.

En se référant aux conférences de Chicago dans les années cinquante traitant de la diplomatie américaine sur les peurs ressenties par beaucoup d'américains, l'éminent stratège George Kennan souligna « Il y a un demi-siècle, les gens de ce pays avaient un sens de la sécurité vis à vis de leur environnement que personne n'a dû avoir depuis l'empire romain. Aujourd'hui ce schéma est quasiment inversé... Nous avons devant nous une situation qui, je dois le reconnaître, me paraît problématique et dangereuse à l'extrême. Comment un pays aussi sûr est-il devenu aussi insécurisé ?... »

Alors que nous nous sentons aujourd'hui, brassés dans un tsunami d'événements aux quatre coins du monde, ne regrettons-nous pas finalement ces peurs évoquées par Kennan : ce qui était une simple peur/crainte est aujourd'hui notre réalité quotidienne. Où que nous regardions, ce sont des personnes assassinées, des sociétés effondrées, des villes réduites en cendres, des cohortes de réfugiés fuyant leurs pays, des voix remplies de haine. Il faut remonter aux horreurs des « guerre de religion » européennes et à la « Guerre de trente ans » du XVIIème siècle, pour voir autant de nos congénères s'estropier et s'entre-tuer.

Au XVIIème siècle nous n'étions pas connectés quotidiennement, reliés heure par heure au fil des atrocités comme nous pouvons l'être aujourd'hui. Les massacres, destructions de masse, catastrophes naturelles, épidémies, expulsions sont devenus tellement courants qu'ils nous semblent presque banals. Ceux d'entre nous qui sont indirectement touchés sont devenus étanches. Les êtres humains sont devenus des numéros. Pire encore que l'insensibilité, nous avons transformé la vraie souffrance en un divertissement à fortes sensations sur nos écrans télévision, livré avec le café du matin. Bizarrement, la violence par procuration prend aussi la forme de jeux vidéo où on peut exploser, sabrer et gommer des ennemis imaginaires en toute sécurité dans son jeu d'arcades, bien loin de la crasse et des obscénités des zones de combat.

Nous sortons rarement de notre routine quotidienne pour nous interroger sur l'origine des choses et nous poser les questions archaïques comme : d'où (est-ce parti) ? de quoi (s'agit-il) ? vers où (allons-nous) ? et après ?

Souffrez que je soulève ces questions. Si je le fais c'est parce je crois fermement qu'elles sont indispensables à la lecture de ce qu'il se passe a peu de sens. Afin de ne pas être trop long, je vais me concentrer sur la région que je connais le mieux, le Moyen-Orient, et si nécessaire ou utile, je placerai les événements du Moyen-Orient dans un plus grand spectre. De par mon expérience dans la gestion de nombre de ces événements, je situe les dangers d'aujourd'hui dans la séquence dont ils ont évolué jusqu'à devenir des tendances.

En résumé, ce que j'essaie de faire à travers cet article est de dessiner la matrice dans laquelle se sont imbriqués ces événements davantage que de simplement les énumérer. Ainsi, je vais passer sur un certain nombre de détails afin d'échafauder la trame dans laquelle ils s'inscrivent. En cas de succès, ma récompense sera mon analyse finale quant aux chances de paix.

* * *

Qui sommes-nous : jusqu'au début de la première guerre mondiale, le Moyen Orient semblait, aux profanes, un endroit du monde bien tranquille, voire ennuyeux. Pour de l'action,

il fallait regarder vers l'Europe. Seul ce que faisaient les grandes puissances revêtaient de l'importance ; ce qu'il se passait à Delhi, Damas, Le Caire, Constantinople (Istanbul) ou Alger était pittoresque quasiment distrayant, mais essentiellement sans la moindre conséquence. Les européens étaient les acteurs ; les asiatiques et les africains étaient les figurants qui décorent la scène.

C'était le point de vue quasiment unanime, aussi bien des colons que des colonisateurs, à la fois des hommes d'état et des historiens, des bourreaux et des victimes en quelque sorte, mais on réalise aujourd'hui que, au-delà des apparences, des événements disséminés étaient en train de s'agréger en tendances, des sentiments flous devenant des idées, les privations des frustrations.

Cette transformation fut un processus sélectif, affectant la composition des populations des villages, villes, métropoles, différentes ethnies, tribus, confessions religieuses, classes sociales ainsi que le niveau d'alphabétisation, les riches et les pauvres avec des agendas différents et à des degrés divers. Néanmoins, le vent du changement soufflait à l'aune du XXème siècle.

A contrecœur et également selon des calendriers différents et à des niveaux distincts, les impérialistes qui avaient exercé leur « suprématie » depuis longtemps commencèrent à réaliser que si la conquête coloniale n'avait somme toute pas coûté cher, maintenir ces empires devenait onéreux. La transformation fut si lente, tellement cachée par le masque artificiel de l'impérialisme et par la collaboration inerte de privilégiés que seuls très peu, même les « experts » ne perçurent la moindre amélioration dans ce champ de ruines. Cependant, qu'il soit remarqué ou non, l'édifice se fissurait, et les autochtones se découvraient un goût pour le pouvoir.

Pendant ce temps, en Europe, les forces vives confluèrent vers une xénophobie virulente. Alors que la haine des juifs est avérée depuis des siècles, elle s'est canalisée : les chrétiens et les juifs s'étaient arrangés en créant des îlots à l'intérieur de leur société. Cela semblait normal aux deux communautés : dans l'Europe médiévale, les chrétiens se s'observaient avec suspicion. Derrière les remparts de la plupart des villages et des villes existait un monde étranger dont les coutumes, rites, langue et degré de sophistication différaient. N'étaient-ils pas seulement étrangers, ils étaient des ennemis potentiels. A l'exception de quelques rares sites identifiés (tels que les lieux de pèlerinage) et, à des moments bien définis (foires commerciales), toute interaction au sol était dangereuse. Au lieu de cela, la plupart des gens trouvaient refuge au sein des villes fortifiées. Il leur semblait donc normal de séparer les étrangers les plus identifiables, les juifs, dans des quartiers réservés à l'intérieur de leur ville. Le nom de ghetto voit son origine dans la mise en place de tels quartiers dans la ville de Venise.

Alors que l'objet principal du ghetto était de séparer, c'est à dire d'exclure les juifs de la communauté chrétienne, il permettait aussi de les protéger des chrétiens. Ainsi les ghettos étaient des « milieux protégés » dans le périmètre des communautés chrétiennes. Chaque ghetto était autogéré, dirigeait ses propres écoles, percevait ses impôts et fournissait l'aide sociale de son choix. L'hébergement était assuré par cette séparation et cette autonomie.

Nous nous concentrons bien sûr sur les failles de ce système – telles que l'expulsion des juifs (et des musulmans) d'Espagne entre le XVème et le XVIème siècle et celles des juifs de la Russie tsariste au cours des pogroms des XIX et XXème siècles. A l'exception de ces événements atroces néanmoins sporadiques, le système de ghetto a été considéré comme

acceptable par les chrétiens, les juifs et les musulmans pendant des siècles. Sous cette ère, la théologie et la culture juives étaient préservées.

Puis, à la fin du XVIIIème siècle, début XIXème, les juifs se divisèrent à propos de leur définition d'eux-mêmes. La grande majorité continua à vivre une vie séparée tandis qu'une petite partie de la communauté juive, plus aisée et plus instruite, décida de s'émanciper de sa tradition juive. Plusieurs milliers d'entre eux se convertirent au christianisme chaque année. S'affranchissant de siècles d'un trop-plein refoulé de leur héritage religieux, un certain nombre de ces « assimilationnistes » adopta une culture européenne plus large. Certains s'y épanouirent pleinement.

Felix Mendelssohn, Giacomo Meyerbeer et des dizaines d'autres permirent un rayonnement remarquable de cette culture qui enrichit et revigora la société occidentale.

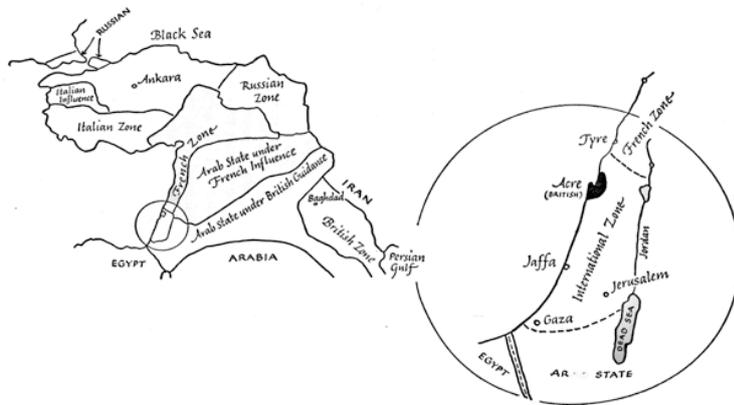
La société occidentale dans laquelle ils étaient en train de s'intégrer était elle-même en pleine mutation. Stimulés par la Révolution française et par la rupture napoléonienne avec l'ancien monde, les habitants de Marseille, Bordeaux et Paris commencèrent à se penser français ; outre-Rhin, leurs homologues des villes germanophones découvrirent dans *Discours à la nation allemande* de Johann Gottlieb Fichte qu'ils étaient allemands. Quand l'armée d'officiers tsaristes occupa Paris, ils découvrirent qu'ils étaient russes et rapportèrent avec eux l'esprit révolutionnaire afin de créer le mouvement des décembristes. Les italiens se retrouvèrent dans *Giovine Italia* de Giuseppe Mazzini et commencèrent à travailler sur la réunification des cités-états italiennes et à propager leur doctrine nationaliste à de « jeunes » mouvements en Europe orientale. A leur tour, les « Jeunes Turcs » furent inspirés par les grecs et par les bulgares pour adopter le « turquisme ». Dès la première guerre mondiale, l'idée de nationalisme avait déjà essaimé à travers l'Europe et l'Asie.

L'idée du nationalisme avait naturellement été récupérée par certains des leaders des assimilationnistes juifs. Ils étaient, en partie poussés par le concept d'un nationalisme séparé, conséquence du rejet des nationalistes européens. Désormais privés de la protection des murs du ghetto, à la fois physiquement et culturellement, ils furent exposés aux haines ancestrales sous de nouvelles formes. Avec l'effacement de la ségrégation, l'autonomie sembla suspecte. Mais si ils ne pouvaient pas être logés, ils ne pouvaient pas trouver d'autre sanctuaire. Ils suivirent les pensées et actions des communautés européennes en commençant à s'identifier à une nation¹. Cependant, à l'inverse des autres communautés européennes, ils ne purent pas concentrer ce nouvel esprit identitaire sur un territoire donné : pour eux, il n'y avait pas de France, d'Allemagne, d'Italie ou de Grèce. Ils se virent tel un peuple sans nation. Cette disparité devint l'élément moteur du sionisme.

Contrairement aux sionistes, les nationalistes européens trouvèrent à portée de main au moins les composants géographiques du nationalisme et rapidement se déclarèrent états nation. Mais, presque immédiatement, le statut d'état nation seul ne suffit pas à l'ambitieux souhait de leur nouvelle doctrine. Le modèle d'impérialisme était déjà en cours. L'Angleterre, qui a réussi depuis longtemps la coalescence nationale, est devenue le leader mondial de l'impérialisme au XVIIIème siècle. Puis, comme fièrement appelée société pragmatique par Adam Smith (et dénoncée par Napoléon comme) « nation de boutiquiers », l'Angleterre s'était saisie de la plus grande part de l'Asie dans une série d'échanges commerciaux.

¹ Voir le révolutionnaire *The Invention of the Jewish People* de Schlomo Sand (London : verso - 2009)

L'union du nationalisme et de l'impérialisme donna du sens au commerce, il acquit ainsi une nouvelle puissance. L'Angleterre et la France utilisèrent ce nouveau pouvoir tout d'abord pour piller les trésoreries des sociétés existantes puis pour détruire leurs industries et enfin pour détourner leurs finances.



D'autres européens trouvèrent ces activités séduisantes et suivirent leur trace. Mais les ambitions de ces nouveaux états souverains européens s'opposèrent quelquefois. Ainsi, afin d'éviter une guerre

européenne, ils essayèrent de se mettre d'accord sur le partage afro-asiatique du monde. Ramener de l'ordre au « partage de l'Afrique » fut la mission dont se chargea le chancelier allemand Otto von Bismarck en 1871. Egratigné toutefois de quelques violations occasionnelles telles que le différend aussi banal qu'émotionnel entre la France et l'Angleterre en 1898 sur le village reculé de Fachoda au bord du Nil, l'accord tacite européen morcelant le monde ayant fonctionné pendant près d'un demi-siècle jusqu'à ce qu'il soit balayé par la première guerre mondiale. En 1916, il s'est étendu à l'Asie occidentale avec les franco britanniques (plus tard cet accord s'est développé de manière à inclure la Russie tsariste et d'autres pouvoirs) accord connu pour ses deux principaux négociateurs, Sykes-Picot. perdue d'avance Si l'accord Sykes-Picot avait été mis en vigueur, les trois grandes puissances qu'étaient la France, l'Angleterre et la Russie auraient eu le contrôle de près de la moitié de la surface mondiale.

Sykes-Picot représenta le sommet du système impérialiste. Dans le contexte de l'époque, l'offensive d'accapuration par les sionistes de territoire asiatiques ou africains afin d'en faire une colonie ne pouvait être considérée comme répréhensible. L'Angleterre, la France et la Russie l'ayant fait depuis des générations, tout comme les Etats-Unis avec les territoires des amérindiens.

Autant les européens que les américains considéraient les autochtones à peine mieux que des animaux vaguement améliorés ; souvent, en effet, ils les parquèrent dans des zoos et les laissaient se faire dévisager par la foule des curieux. Même si ils n'étaient plus traités comme des marchandises comme ils le furent sous l'esclavage, les autochtones étaient perçus par les européens comme un filon pour exploiter les ressources naturelles. Les britanniques enrôlèrent et expédièrent à d'autres colonies des centaines de milliers de paysans indiens affamés en manœuvres tandis que Leopold, le roi des belges s'adonna au plaisir de la chasse sur les autochtones et assassina entre 10 et 15 millions de congolais. Le génocide était pratiqué bien avant que le mot ne soit inventé/monde. Quand bien même ils ne massacraient pas les peuples, ce qu'ils faisaient souvent, les français et les russes adoptèrent des pratiques destinées à anéantir tout héritage culturel de ceux qu'ils asservissaient. A savoir, un véritable ethnocide.

Sur les traces de leurs concitoyens européens, les sionistes nièrent l'existence même des habitants des territoires qu'ils convoitaient. Selon eux, la Palestine était « une terre sans peuple ». Les autochtones n'étaient pas un « peuple ». Cette perception façonna l'offre

britannique faite aux sionistes de ces terres d'africains qu'ils allaient ensuite s'approprier. Si les sionistes avaient accepté, les comportements et les interactions avec les arabes auraient été très différents. La création d'une patrie juive, colonie ou état en Afrique de l'est à la place de la Palestine aurait sans doute conduit à un antisémitisme noir. Et le Moyen Orient aurait continué à être cette région relativement ennuyeuse et non le lieu de conflit que nous connaissons. La fixation sioniste sur la Palestine change tout.

Indépendamment des souhaits des sionistes, l'Angleterre avait des raisons stratégiques d'adopter les politiques déjà menées au moyen orient. Sous le régime du Tsar Ivan le Terrible les russes avaient commencé cette offensive vers le sud en Asie Centrale, et Pierre le Grand se concentra sur l'Inde. Par conséquent, pendant que l'Angleterre commençait sa conquête de l'Inde, les britanniques commencèrent à percevoir les russes comme une menace, tout autant que ses principaux enjeux stratégiques. Cette problématique prédominerait la pensée britannique jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Ils conçurent une politique pour court-circuiter l'avancée des russes vers le sud. Afin de bloquer les russes, les britanniques étaient déterminés à contrôler les détroits turcs (le détroit entre la Mer Noire et la Mer Méditerranée) et le Canal de Suez (le détroit entre la Mer Méditerranée et la Mer Rouge) et le détroit de Bab al-Manded (le détroit entre la Mer Rouge et l'Océan Indien). Les britanniques et les russes se sont disputés la superficie de l'Asie dans « le Grand Jeu ». Plus sérieusement si c'est moins dramatique, l'Angleterre créa un groupe d'état clients tel un mur imaginaire – l'ancêtre du Pacte de Bagdad (CENTO). Globalement, ils occupèrent une grande part de l'Iran, envahirent à trois reprises l'Afghanistan, mirent en place des avant-postes en Asie Centrale, établirent un programme d'aide militaire secrète pour la Chine, neutralisèrent le Tibet et vainquirent la Birmanie avant d'atteindre le port de Singapour.

Puis, juste avant le début de la première guerre mondiale, un nouveau versant fut ajouté à cette politique afin de protéger l'empire indien lorsque le pétrole a commencé à être produit en Iran. Le Moyen-Orient a troqué son statut d'obstacle pour celui de joyau. Les britanniques se sentirent obligés de dominer le Moyen Orient non seulement pour protéger l'empire indien mais également pour contrôler le flux de pétrole.

A la lecture de ceci, les leaders sionistes réalisèrent qu'ils devaient rassurer les britanniques sur le fait que leurs objectifs n'interféreraient pas avec la politique impérialiste. Ainsi, tel qu'ils l'argumentèrent, un Israël sponsorisé par les britanniques servirait de « rempart pour l'Europe contre l'Asie, un avant-poste de civilisation face aux barbares ». (Ce fut la première déclaration de ce que le néo conservateur Samuel Huntington nomma plus tard *The clash of Civilizations*). Mais, en réalisant combien les britanniques s'inquiéteraient à l'idée de la mise en place d'un état réellement indépendant, le Secrétaire Général de l'Organisation Sioniste de l'époque déclara (dans Die Welt le 22 janvier 1909) que « il n'y avait rien de vrai dans le fait d'affirmer que le sionisme tenait à mettre en place un état indépendant juif ».

L'objectif du sionisme, comme David Wolffsohn le dit à ses partisans au 10^{ème} Congrès Sioniste en 1911, n'était « pas un état juif mais une patrie ». Patrie était la traduction du mot *Heimstätte*. Longtemps, le terme utilisé était *kolonistengemeinwese* dont la traduction anglaise était « communauté colonisatrice ». Plus tard et plus ouvertement, le leader sioniste Chaim Weizmann souscrivit à une Palestine juive, *Judenstaat* de Herzl, le mot hébreu traditionnellement utilisé par les pèlerins juifs pour leur communauté, *Yishuv*. Voilà comment naquit le concept mis en place le 2 novembre 1917, Déclaration Balfour d'un « foyer national pour le peuple juif (sous patronage britannique) en Palestine ». Peu importe le nom, ça devait être juif.

L'objectif principal à la fois des sionistes et des européens était d'amener les juifs hors d'Europe. Les sionistes devaient attirer les juifs vers la Palestine s'ils pouvaient en faire un Judenstaat ou même un Heimstätte pendant que beaucoup d'européens, pas uniquement les russes et les polonais mais également les britanniques devenaient de plus en plus hostiles à la présence de juifs dans leurs pays.

Ainsi, qu'il est très clairement établi dans le rapport sur l'immigration étrangère de la Commission Royale en 1903, la sensibilité anti réfugié juif est très forte en Angleterre. Cela offrit aux politiques une problématique populaire. En réponse aux attentes de l'opinion publique, le parlementaire britannique Joseph Chamberlain, dans des termes qui pourraient être utilisés pratiquement partout en Angleterre ou en Europe à propos des réfugiés musulmans aujourd'hui, alertant sur « l'immigration illimitée... comment leur salut (de juif) pourrait se trouver sans détruire notre propre peuple, chez nous ? » La « meilleure solution » suggéra-t-il était de trouver un endroit, aussi loin de l'Angleterre que possible, où « ils pourraient gagner leur vie sans, d'aucune façon outrepasser sur les subsides des autres. Pour faire court, n'importe où mais pas là.

Chamberlain pensa que le meilleur endroit était ce qui est devenu l'Ouganda. Beaucoup dans le camp juif furent d'accord, mais leurs leaders reconnurent que les liens émotionnels ne serait-ce qu'avec le concept d'une Palestine juive étaient trop forts pour être mis de côté quand bien même les hauteurs de l'Afrique de l'Est étaient plus fertiles que la terre rocailleuse de Palestine. Les sionistes n'accepteraient pas l'Ouganda, encore moins la Mandchourie, l'Argentine ou toute autre proposition. Quel que soit son nom, la destination devait être la Palestine si les juifs d'Europe étaient volontaires.

Sur un autre plan que celui de la stratégie, des considérations économiques ou « l'histoire », quelques chrétiens, pas seulement les « chrétiens évangéliques » que nous pouvons voir aujourd'hui, davantage les « chrétiens démocrates » privilégièrent également le choix de la Palestine. Leurs objectifs étaient différents. Si les juifs retournaient sur la terre promise, ils pourraient, selon les chrétiens, « découvrir » Jésus et devenir chrétiens. Cet espoir donna lieu parmi les chrétiens à cet étrange mélange d'anti judaïsme d'un côté et de pro-sionisme de l'autre auquel on assiste aujourd'hui.

Voici donc, rapidement, comment pour moi a débuté le problème de la question palestinienne qui a dominé les attitudes, les actes et les peurs jusqu'à la première guerre mondiale. Je reviens maintenant sur comment ces événements, ces tendances, ces comportements, mais aussi ces espoirs et ces peurs sont devenus les actions et les politiques des britanniques, des sionistes, des arabes et des américains.

* * *

La première guerre mondiale changea la donne. En se battant pour sa propre vie, souffrant d'innombrables pertes humaines dans les tranchées sur le front ouest, au bord de la faillite et de l'épuisement, l'Angleterre se rendit compte qu'elle avait besoin de l'aide des juifs. Les juifs, indésirables quelques années plus tôt, étaient en train de devenir un atout national. Nous savons aujourd'hui que les renseignements dont disposaient les britanniques sur ce que les juifs pourraient leur apporter étaient exagérés, voire faux ; ils ont pourtant été le fondement de la décision britannique. Jugez plutôt :

Tout d'abord, les britanniques croyaient que les juifs maîtrisaient les dirigeants bolchéviques, que Lénine avait une mère juive et que Léon Trotsky était un crypto-sioniste. En tant que ministre de la guerre, pensèrent les britanniques, Trotsky déciderait si l'armée russe continuerait ou non à se battre contre les allemands. Dans le cas contraire, les britanniques craignaient que les troupes allemandes sur le front russe soient envoyées sur le front ouest et submergent des armées française et britannique déjà exsangues avant l'arrivée des troupes alliées américaines. En conséquence, ils pensèrent que si Trotsky était assuré du soutien britannique à la création d'Israël, cela maintiendrait la Russie en guerre. L'évaluation des renseignements britanniques était erronée. La Russie était encore plus épuisée que l'Angleterre. Son armée était désintégrée, les soldats désertant les uns après les autres. Trotsky qui haïssait le sionisme, aurait dû être aussi stupide que suicidaire pour vouloir continuer cette guerre. A Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, après des mois de négociation, Trotsky accepta les conditions de reddition de l'Allemagne et retira ses troupes et son pays de la guerre.

Deuxièmement, les britanniques savaient que beaucoup d'officiers allemands étaient juifs. Certains comme le pilote de chasse Wilhelm Frankl fut même décoré de la plus haute distinction militaire allemande, mais comme pratiquement tous les officiers allemands et autrichiens, Frankl s'était converti au christianisme. Les juifs bien intégrés étaient en général opposés au sionisme. Il était très improbable qu'ils soient influencés par la politique britannique pro-sioniste ; en effet le gouvernement allemand chercha à flirter avec le sionisme afin de gagner le soutien des juifs français et britanniques. Mais, bien sûr les sionistes avaient leurs propres objectifs et trouvèrent dans l'ensemble plus d'affinités avec les alliés qu'avec les allemands.

Troisièmement, et c'est le plus important, depuis que l'Angleterre avait frôlé la faillite et craint l'effondrement, les britanniques essayèrent tous les stratagèmes possibles –même l'espionnage et toute sorte de ruse autant que la révélation du « télégramme Zimmerman » intercepté- afin d'attirer les américains dans cette guerre à leurs côtés. Tant que l'Amérique n'avait pas envoyé de troupes, les diplomates britanniques soutinrent aux officiels et hommes d'affaires américains qu'ils auraient au moins pu envoyer des fonds. Les britanniques assénèrent aux américains que la seule survie de l'Angleterre résidait dans l'envoi de grosses liquidités très rapidement. Ils crurent également que le soutien de la communauté américaine juive était essentiel pour l'obtenir. Ils étaient prêts à promettre n'importe quoi afin de gagner ce soutien. Ils l'obtinrent. Lorsque Lord Balfour en personne raconta aux collègues de son cabinet le 11 août 1919 que « en ce qui concerne la Palestine, les grandes puissances – Angleterre et France- n'ont fait aucune déclaration, ce qui n'est certes pas faux, ni déclaration politique qui, en tout cas sur le papier, ne saurait être bafouée. »

Les britanniques savaient que ce qu'ils s'apprêtaient à faire au Moyen Orient ne serait pas accepté par leur population. Comme le politicien britannique Lord Kitchener le remarqua dans le silence feutré du Cabinet, il était irréaliste de penser que le demi million de palestiniens se réjouirait de prendre le rôle que les juifs avaient assigné aux ancêtres palestiniens, les Cananéens, tels « scieurs de bois et porteurs d'eau ». En essayant de répondre à cette objection, les britanniques précisèrent dans la Déclaration de Balfour que « l'implantation d'une patrie pour le peuple juif » devait intervenir sans que quelque action « porte préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine... »

L'impossibilité de concilier ces deux parties était évidente, mais en public ni Kitchener ni Balfour, ni aucun des députés britanniques, ne souleva cette épineuse question. Pendant les trente années suivantes, les britanniques avancèrent de crise en crise en soutenant

à la fois l'initiative sioniste et la protection des autochtones. Cette mission impossible est au cœur du problème palestinien aujourd'hui.

Les politiciens britanniques passèrent aussi sous silence les promesses contradictoires faites par l'Angleterre au Chérif Hussein dans le cadre de la correspondance Hussein-McMahon de juillet 1915 à mars 1916. Pendant que cet échange demeura secret pendant des années, ses modalités étaient réitérées dans une série de déclarations britanniques en Egypte, Syrie, Irak mais n'étaient jamais appliquées. Quand la Russie sortit de la guerre, l'Angleterre désavoua l'accord Sykes-Picot tout en appliquant ses modalités : cela esquissa la division après-guerre du Moyen-Orient.

Les Etats-Unis connaissaient mal ces accords et encore moins ce qui était en cours au Moyen Orient. Le président Wilson avait mis en place une forme de commission de renseignement mais il était forcément amateur (l'Amérique n'avait pas « d'experts » au Moyen Orient) et pour mémoire la Commission devait s'appuyer sur les dires britanniques. Afin d'obtenir de meilleures informations, Wilson envoya une mission d'enquête (la Commission King-Crane) pour découvrir ce que les peuples d'Orient, les syriens, les libanais et les palestiniens désiraient vraiment. Les britanniques exigèrent que les palestiniens soient exclus « parce que les grandes puissances s'étaient engagées vis à vis du programme sioniste, ce qui, inévitablement, écartait toute auto-détermination chiffrée². » Wilson, déjà souffrant et ayant quitté la conférence de paix, n'avait visiblement pas lu le rapport de mission.

Wilson fut confronté à un dilemme. Le dilemme était le conflit opposant ses deux objectifs. D'un côté, toute sa vie politique reposait sur l'idée que tous les peuples avaient un droit inhérent et inviolable à l'autoconservation, mais d'un autre côté, le sionisme pour lequel il s'était aussi personnellement engagé devait nier le droit à l'autodétermination palestinienne. Nous ne pouvons savoir comment il a pensé pouvoir le concrétiser, mais nous savons comment les sionistes lui ont dit qu'il pouvait concilier ses deux objectifs.

La déclaration la plus limpide de comment on a dit à Wilson de réconcilier ses deux buts eut lieu pendant les négociations de paix à Paris. Le 24 juin 1919, Balfour, le ministre britannique des affaires étrangères, s'entretint en privé avec le leader américain sioniste Justice Louis Brandeis dont on sait qu'il était le conseiller spécial de Wilson sur le Moyen Orient. Balfour nota au cours de cette conversation que « Nous ne nous occupons pas des souhaits d'une communauté existante, mais nous cherchons délibérément à reconstituer une nouvelle communauté (sic) et à certainement construire pour une majorité numérique dans le futur. ».

Balfour ajouta, cependant que « il a beaucoup de mal à concevoir comment le président pouvait vraisemblablement concilier son adhésion au sionisme avec toute doctrine d'autodétermination... » A la décharge de Wilson, Brandeis répondit que « l'autodétermination » ne saurait s'appliquer à une « communauté existante ». Cela ne pouvait concerner que des juifs qui viendraient plus tard en Palestine³.

C'est ainsi qu'exploserent une série d'émeutes, meurtres, attaques terroristes et autres événements dévastateurs qui marqueront le « problème palestinien » pendant les années 1920 et 1930. Ils touchèrent non seulement la Palestine mais également l'Egypte, la Syrie, l'Irak,

² Un compte-rendu préparé par Felix Frankfurter fut publié en E.L (langue anglaise ???) Woodward et Rohan Butler, *Documents on British Foreign policy, 1919-1939*, (London : HMSO, 1952), *First Series Vol IV*, 1919, page 1227-1278

³ Ibid.

chacun d'entre eux expérimentant des phases d'insurrection, de rébellion et de « pacification » entrecoupées de périodes d'accalmie portées par la cooptation et la collaboration des autochtones.

Les autochtones furent plus tard et souvent avec raison dénoncés par les nationalistes, pour corruption, tyrannie et même trahison mais plus tôt dans leurs carrières, beaucoup jouèrent des rôles majeurs dans la conversion de leurs sociétés en nations. Cette reconversion était un processus lent. Dans le mythe biblique, il est dit qu'il fallut 40 ans à Moïse pour l'accomplir avec les hébreux.

Dans les temps modernes, en fonction de la région décrite, la poussée de l'idée de nation fut le thème majeur de la transformation arabe durant les 40 ans entre la fin de la première guerre mondiale, environ 1919 et les conséquences de la seconde guerre mondiale, environ 1960. C'est un processus désarticulé. L'édification de nation ne s'est rarement passé comme on le pensait, ou au moins comme on l'aurait souhaité. Dans la mesure où il a esquissé les événements d'aujourd'hui, devrions-nous essayer de le comprendre.

Les années 20 démarrèrent sous le signe de ce qui s'avéra être sa principale caractéristique, une débauche d'éloquence et d'applaudissements des grandes puissances pour leur générosité et pour leur bienveillance. Finis, disaient-ils, les mauvais jours imprégnés d'impérialisme et d'exploitation colonialiste. A leur place, la ligue des Nations deviendrait un grand bain d'auto-administration. A la place des colonies, les régions d'Afrique et d'Asie qui étaient sous le contrôle des alliés victorieux seraient sous « mandat ». Le Président Wilson avait vaguement promis ceci dans le 5^{ème} de ses 14 points en 1918. En vérité, les vieilles puissances impérialistes voulurent administrer les mandats mais ils auraient dû rendre des comptes à La commission des mandats de la ligue des nations permanentes et auraient été chargés de la tâche « d'encourager » et de préparer l'indépendance de ceux que les hommes d'état européen considéraient et définissaient ouvertement « délaissé ou arriéré ».

Ainsi que le Professeur Susan Pedersen résuma les postures des « 4 grandes » puissances européennes, la Grande Bretagne trouva l'idée du postulat de base du mandat facile à accepter parce que « les hommes d'état britanniques avaient déjà consciencieusement recruté les dirigeants autochtones dont ils sauraient se faire des alliés⁴. A savoir, leurs « factotum ». Les français trouvèrent le système britannique abject et cherchèrent dès le début à le contourner. Ils voulaient des colonies et non des mandats. Et les français étaient déjà impliqués dans des politiques visant à transformer les populations coloniales sous leur joug, en français de couleur ou tout au moins en francophones. La Grande Bretagne faisait peu de cas de la politique culturelle française mais, ayant en mémoire la tentative avortée d'invasion du Soudan 20 ans plus tôt, le premier ministre britannique David Lloyd George « garantit crânement à Clémenceau (premier ministre français de l'époque) qu'ils pourraient recruter à volonté⁵ à condition qu'ils « ne forment pas une armée de nègres en vue d'agressions futures ».

L'Italie, elle, avait rejoint les Alliés dans la guerre qui les opposait aux allemands et avait accepté d'abandonner ses prérogatives sur les territoires franco-britanniques du Moyen-Orient en contrepartie compensations territoriales en Anatolie (Asie Mineure) et en Afrique dans le traité secret de Londres en 1915. Quand ils n'obtinrent pas ce qu'ils escomptaient, les italiens quittèrent le Conseil des Alliés. Les Etats-Unis en firent de même. Ainsi, les

⁴ Susan Pederson, *The Guardians* (Oxford : Oxford University Press, 2015), 17 ff (????) aborde ces questions en détail avec le prisme des hommes d'état/gouvernants européens et les dirigeants des pays émergents de la Ligue.

⁵ Pederson, 29.

problématiques, éventuelles actions et tendances des questions moyen orientales pour la génération future étaient posées. Ceci s'entend bien sûr à l'exception d'un seul et néanmoins détail majeur, le mouvement sioniste.

La politique sioniste se concentra sur quatre problèmes centraux : tout d'abord, l'acquisition de territoire (qui était l'essence même du colonialisme pratiqué par les américains sur les amérindiens et les français sur les algériens et les indochinois), deuxièmement, en accroissant la population juive – entre 1919 et 1933, 150 000 hommes, femmes et enfants juifs sont arrivés en Palestine. Dans les quatre ans suivants, la population juive quadrupla. Face à cet afflux démographique, les palestiniens eurent la même réaction que les anglais 30 ans plus tôt et que celle des européens aujourd'hui vis à vis des immigrants musulmans ; troisièmement, en créant un gouvernement de l'ombre (l'Agence Juive) pour gérer la mise en place d'un état nation pérenne ; et quatrièmement, en gagnant le soutien financier et politique des américains.

Ainsi le but principal n'était plus comme il ne l'avait d'ailleurs jamais été, une terre de refuge (*Heimstätte*) ou une colonie servile (*Kolonisten-Gemeinwesen*) mais était fièrement proclamé un état-nation juif un *Judenstaat*. Dans un état-nation en pleine gestation, se dessinait une posture majeure totalement soutenue par la population juive. Mais deux factions adoptèrent des positions drastiquement différentes.

Tout d'abord, la communauté juive ultra-orthodoxe (les *Haredim*) qui continuèrent à proclamer que « Israël » était davantage une enclave théologique pour pèlerins qu'un état. Ils tinrent pour responsable les politiques d'édification de nation européo-sionistes qui constituaient une violation des traditions juives. Les pèlerins devaient vivre en paix. Quand un leader de la communauté orthodoxe, Jacob Israel de Haan dénonça publiquement la politique sioniste, les réactions des sionistes furent violentes. En juin 1924, à la demande de Yitzhak Ben-Zvi, qui devint président d'Israël 28 ans plus tard, Haan fut assassiné par un agent du *Haganah*. Les Haredim furent indignés mais ils interrompirent toute velléité de processus de paix.

Le deuxième groupe juif était plus novice dans cette coalescence et devint beaucoup plus militant. Le mouvement « révisionniste » était représenté par Vladimir (aussi appelé Ze'ev) Jabotinsky. Né au sein d'une famille qui s'était consciencieusement identifiée à la culture russe, il représenta l'aile inverse du mouvement juif qui s'était assimilé dans la société allemande et autrichienne. Tout comme Herzl, il était journaliste et au même titre que lui était profondément affecté par les manifestations d'antisémitisme. Le cas Dreyfus en France en 1894 pour Herzl, l'explosion de haine dans les pogroms en 1903 pour Jabotinsky.

Profondément choqué par les actes de ses compatriotes (russes), Jabotinsky s'émancipa de ses accointances russes et rejoignit le mouvement sioniste, commença à apprendre l'hébreu et exhorta les juifs à prendre les armes afin de se défendre. Il tient d'ailleurs sa notoriété de son engagement militariste. Pendant la première guerre mondiale, après un rapprochement avec le mouvement des Jeunes Turcs sous l'Empire Ottoman, en tant que rédacteur du journal francophile *Jeune Turc*, il fit son chemin dans l'Égypte, sous joug britannique. C'est là qu'il rassembla des camarades russes juifs afin de former un contingent et qu'il aida plus tard à fonder la « Légion Juive » telle des unités subsidiaires de l'armée britannique. Il trouva les britanniques plus faciles à manipuler que les turcs. Puis, dès la fin de la guerre, Jabotinsky retourna les armes contre les arabes qui s'étaient encore soulevés contre l'imposition du sionisme. Déclaré coupable de détention d'armes, il fut condamné à 15 ans de prison mais fut relâché après 2 mois. Son arrestation en fit un héros auprès de la communauté

juive et il fut élu à ce qui devint plus tard le parlement. Politiquement très à droite, il rompit avec l'aile socialiste du mouvement de Chaim Weizmann. Essentiellement avec le soutien des russes et des immigrants polonais, il créa le mouvement Révisionniste et sa brigade jeunesse *Bitar* dont l'objet était de créer un « grand Israël » incluant « les territoires occupés » ainsi qu'une partie du Liban et de la Syrie.

Jabotinsky était l'un des principaux « opposants » du plan de division sous mandat de la Palestine en zones internationale, juive et arabe, prévu lors de la Commission Royale Britannique de 1936. Comme il en avertit les membres de la commission, « même la Palestine toute entière peut s'avérer trop petite... Un bout de Palestine, un canton, comment peut-on s'attendre à s'en satisfaire. Nous ne le pouvons pas. Nous ne pourrions jamais. Quand bien même nous vous le jurerions, ce serait un mensonge. »

Le plan de partition de 1936, le premier de multiples tentatives pour juguler le besoin de refuge pour les juifs fuyant les persécutions en Europe tout en préservant les autochtones, fut rejeté par le congrès sioniste et boycotté par les palestiniens. D'une importance fulgurante en tant qu'origine des événements à venir, le rapport de la Commission Royale fut à peine remarqué dans la cacophonie de l'époque.

Les événements et les mouvements des années 30, le brouhaha de cette période se sont effacés de la plupart de nos mémoires. Ce que nous regardons aujourd'hui comme un populisme virulent était alors considéré avec fierté par ses partisans, le fascisme. La démocratie qui avait déjà été mise à mal pendant la guerre civile amère et tragique en Espagne paraissait en 1939 une cause perdue. Des populations entières étaient galvanisées par une chorégraphie très bien orchestrée d'hommes en uniformes militaires. La réalisatrice préférée d'Hitler Leni Riefenstahl immortalisa ce spectacle dans son film « Triomphe de la volonté ». Le futur semblait leur appartenir. Les agressions de « démocrates », juifs et gitans se multipliaient dans tous les pays. Se noyer dans la masse, perdre son individualité devinrent l'objectif de la majorité des gens qui, des années plus tard, aimeraient oublier à quoi ils avaient participé. L'aristocratie anglaise considérait alors Franco, le leader fasciste comme « leur allié », le Duc de Windsor, l'ancien roi Edouard VIII, s'était rapproché d'Hitler pendant que Winston Churchill qualifiait Mussolini de « plus grand homme de l'époque ». Des gangs violents parfois auto-proclamés unités de choc virent le jour dans un certain nombre de pays. Il était fréquent qu'ils portassent l'uniforme, rendu singulièrement célèbre par les couleurs de chemises qu'ils portaient.

Au même titre que les Chemises noires (nazis), Chemises brunes (fascistes italiens), Pulls noirs (fascistes britanniques) Chemises d'argent (américains) unies dans la même force, unité et fierté, le mouvement de la Jeunesse Juive fondé par Jabotinsky, *Betar*, jeta son dévolu sur les chemises brunes. (*Betar* était le prédécesseur du *Likud* israélien, fondé par Menachem Begin et aujourd'hui dirigé par Benjamin Netanyahu). Les deux principales organisations terroristes sionistes sortirent des bancs de *Betar*, d'un côté *Irgun Zva'I Leumi* et de l'autre *Lohamei Herut Yisrael* (connu sous le nom de *Lehi*) ou « la bande Stern ».

A la recherche active de force, d'unité et de fierté, un aspirant fasciste irakien, Sami Shawkat, instaura une pâle copie des mouvements de la jeunesse allemande, italienne et grecque, appelée *Futawah*, mais il disparut avant même d'avoir choisi la couleur de sa chemise. A ce moment, aucun groupe arabe, y compris les palestiniens, n'était suffisamment inspiré par le nationalisme pour créer un parti populaire ou un mouvement de jeunes. Les palestiniens se révoltèrent mais ils étaient toujours un peuple colonial sans aucun moyen pour

atteindre leurs objectifs ou pour se défendre. On peut en partie attribuer leur faiblesse à ce qu'ils vécurent sous le joug de l'Empire Ottoman. A cela, il y avait deux causes principales :

Tout d'abord, sous le régime ottoman et précédemment sous celui des gouvernements islamiques, la terre était considérée comme une possession de l'état (*miri*). C'était le système légal officiel mais les cultivateurs de ces terres avaient pris l'habitude depuis toujours de considérer les terres qu'ils exploitaient comme les leurs. Selon eux, le gouvernement était un intrus, qui plus est à la tête d'un système d'exploitation à éviter à tout prix. C'était en résumé la relation courante entre les peuples agricoles, les paysans et les gouvernements partout dans le monde y compris en Europe. Le « gouvernement » dans le sens où nous l'entendons aujourd'hui était un système de village. Les voisins savaient qui possédait la terre, la cultivait, en récoltait ses fruits et s'arrogeait le droit d'en disposer entre eux, de la vendre, de la transmettre par le mariage ou en succession indépendamment de ce que pourraient en penser des juges, marchands, et autres princes fictifs.

Jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle dans la plus grande partie de l'Asie, y compris le Penjab de l'Inde britannique et l'Irak, la Syrie, la Palestine et l'Egypte de l'Empire Ottoman, un nouveau système de calcul et de recouvrement d'impôts commença à s'imposer face à la demande d'augmentation des revenus permettant de financer des travaux de modernisation. C'étaient traditionnellement les hauts dignitaires et les marchands qui collectaient les impôts dans les empires Ottoman, Iranien et Mogol. Pour un salaire garanti, la personne désignée aurait ainsi le droit de prélever autant qu'elle le jugerait bon des habitants d'une région donnée pendant une certaine période. Si les paysans refusaient de payer, le fermier responsable des impôts envoyait l'armée ou engageait des hommes de main pour les punir. La punition était tellement cruelle que, souvent, les villageois devaient fuir. L'autre option était d'implorer sa clémence.. Ainsi, il devint une sorte de « parrain » dont on attendait la protection.

Même si c'était l'usage au dix-neuvième siècle pour tout ce qui concernait la terre tout comme bien d'autres aspects de la vie, le changement était en route. L'essor de l'Etat en Europe après la Révolution Française se propagea à travers l'Asie. Sous cette nouvelle ère, aussi bien du côté des régions sous administration européenne (telles que l'Inde, l'Indochine et l'Algérie) que de celles indépendantes ou quasi indépendantes telles que l'Empire Ottoman (dont la Palestine, la Syrie, l'Irak et l'Egypte faisaient partie intégrante), la modernisation ou l'eupéanisation des colonies ou des territoires demanda une mobilisation de financements/capitaux. Cela amena ensemble les puissances impérialistes et les leaders autochtones à essayer de « rationaliser » la propriété foncière afin d'augmenter leurs revenus. L'arrangement entre les fermiers et les collecteurs d'impôts qui était jusque là temporaire prit un tour différent en devenant plus définitif entre le gouvernement et le percepteur d'impôts. Ignorant la tradition en vigueur, le collecteur d'impôt fermier payait le gouvernement contre un titre de propriété de la terre en question. Du point de vue des paysans, il n'y avait pas de changement, en revanche pour le gouvernement, le propriétaire d'origine devenait le simple manœuvre de sa terre sans aucune prérogative à l'inverse du collecteur d'impôt qui en devenait propriétaire. Les britanniques étaient très habitués à ce type de transformation, l'ayant pratiquée pendant des siècles dans le cadre des annexes du droit anglais foncier. Et, sur les conseils de leurs avocats, ils considérèrent cette loi sur les terres annexées obligatoire. Ils décidèrent donc de l'appliquer.



Appliquer cette loi allait aussi avec leur plan d'établir un parlement juif en Palestine. La terre était à vendre par des propriétaires absents et les rares potentiels acquéreurs étaient des immigrants juifs. L'organisation sioniste saisit l'opportunité: cela permit de mettre en place des études pour déterminer quelles seraient les meilleures terres et rassemblèrent des fonds pour les financer. Elle statua également sur le fait que les terres acquises étaient exclusivement dédiées au seul travail juif. Le programme inspiré de socialisme précisa la création de fermes collectives (*kibbutzim*) qui excluaient toute exploitation de paysans palestiniens et les évinçaient par la même occasion. C'est ainsi que le Fonds National Juif acquit de vastes territoires dont ils expulsèrent des milliers de palestiniens.

(La carte montre les possessions/propriétés juives en 1947).

La seconde cause de faiblesse des palestiniens était leur manque d'expérience en matière de gestion de leurs affaires internes. Alors que, à la fois en Europe et en Asie, les juifs vivaient dans des *ghettos* auto-gérés, les palestiniens, eux, n'avaient pas de *ghettos*. Les « nations » chrétiennes (Les « Millets » pour les Turcs) étaient partiellement auto gouvernées par leurs leaders religieux, mais les 8 palestiniens sur 10 qui étaient musulmans, étaient directement dirigés. Leur code légal et leur système éducatif étaient ottomans. Ils n'avaient pas de force militaire distincte et aucun arcane pour gérer les étrangers. Ce qui veut dire, paradoxalement, qu'ils n'avaient aucun bénéfice à tirer du système de ghetto.

Mais, en dépit de ces faiblesses, bien que virtuellement dépourvus de leader et profondément divisés, ils/les palestiniens formèrent un « Comité National » qui exigea que les britanniques autorisent la constitution d'un gouvernement démocratique (dans lequel les arabes l'auraient bien sûr emporté) et que la vente des terres aux sionistes cessât jusqu'à ce que soit établie la « capacité d'intégration économique » et ils offrirent une alternative à la partition : essentiellement ce que nous appellerions aujourd'hui une « solution d'état unique » : la Palestine ne serait pas divisée mais le ratio courant d'habitants juifs et palestiniens serait conservé. Sous la pression colossale des sionistes, les britanniques refusèrent.

Rabroués, les palestiniens manifestèrent dans les villes et les villages. Tout en ne représentant aucune « menace existentielle », ils menacèrent les britanniques sur leur point faible : le portefeuille. Ils rendirent le maintien de l'administration coloniale aussi coûteux que possible. A la fin des années 30, après l'échec des plans de division des mandats, ils comptabilisaient près de 6000 cas d' « épisodes de violence » face auxquels les britanniques s'étaient sentis obligés d'ameuter 20 000 soldats. Alors, ayant échoué à trouver une solution géographique telle que la Commission Royale et ses successeurs l'avaient préconisée et, sous la pression de leur gouvernement, les britanniques essayèrent la répression. Ils tuèrent plus d'un millier de manifestants palestiniens, pendirent ceux qu'ils avaient identifiés comme les agitateurs, firent sauter les maisons de leurs soutiens, jetèrent dans des camps de concentration les leaders de la communauté. Ils enrôlèrent et armèrent également une Force

Juive de 5000 hommes pour lutter contre les palestiniens. La Palestine était plongée dans la guerre civile.

Paradoxalement, en 1939, la Palestine connaissait une brève accalmie avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Dans l'ensemble, les juifs tout comme les arabes participèrent, soutinrent ou au moins ne s'opposèrent pas aux Alliés. Les juifs avaient évidemment davantage de raison que les arabes d'en faire autant. Quelques arabes n'en eurent pas. Le palestinien dont la notoriété s'est le plus illustrée en la matière est le Grand Mufti de Jérusalem, Hajj Amin al-Husaini (également écrit Hussein). Au même titre que le leader indien, Subhas Chandra Bose, ancien président du Congrès National Indien dont la réputation est équivalente, Husaini craignait et haïssait la Grande Bretagne et était disposé à la combattre par tous les moyens, notamment en sollicitant l'aide des puissances de l'Axe. Bose leva une armée d'indiens partisans des japonais contre celles des britanniques. Husaini ne disposait pas d'armée mais il s'investit dans une campagne de propagande pro-allemande. Il n'était pas le seul à chercher un accord avec les nazis. En tant que juifs, les sionistes avaient un accès limité aux nazis mais des agents sionistes négociaient même avec la Gestapo et les SS la création de camps d'entraînement sous l'égide nazie pour des juifs sélectionnés en vue d'immigration en Palestine.

Que l'on estime, ou pas, tout ou partie de ces arrangements avec « notre » ennemi comme justifiés, nous devons comprendre que, pour les sionistes, comme pour beaucoup d'indiens, de nationalistes irlandais et arabes, les britanniques étaient le « proche ennemi » - le seul, ultime et pire danger- à combattre autant que possible. Les combattre devint possible en Palestine quand le danger d'une avancée militaire allemande s'éloigna après 1943. C'est alors que les sionistes se retournèrent contre les britanniques.

Des terroristes juifs tentèrent d'assassiner le 8 novembre 1944, le Haut Commissaire britannique du mandat palestinien et le 6 novembre de la même année, tuèrent le haut fonctionnaire du gouvernement britannique au Moyen Orient, Lord Moyne (Walter Guinness). Moyne qui était un membre de la Chambre des Lords et un ami proche de Winston Churchill. Il avait soutenu que « soumettre les arabes par la force à un régime juif était contradictoire avec la Charte de l'Atlantique, et que ... aucun changement territorial ne devrait être consenti sans l'accord préalable des peuples concernés ». Il fut assassiné par *Lehi* sur ordre du dernier premier ministre israélien, Yitzhak Shamir. Un Churchill ulcéré dénonça les assassins au Parlement comme « une nouvelle bande de voyous pires que l'Allemagne nazie... (qui) doit être détruite en profondeur ». Au nom de *Haganah*, l'équivalent du premier ministre sioniste, David Ben Gorion s'excusa en réfutant toute responsabilité.

Mais, comme les britanniques le découvrirent grâce à des communications interceptées du gouvernement des juifs de l'ombre, *Irgun* et *Lehi* furent secrètement autorisés à continuer ces actions dont les sionistes ne voulaient pas se prévaloir, et le firent dans le cadre d'un comité de coordination connu sous le nom de « Mouvement de la rébellion hébraïque ». Le comité qui comptait des représentants de l'armée secrète de l'Agence Juive, le *Haganah* et ses « forces spéciales », *Palmach* ainsi que *Irgun* et *Lehi* opérèrent sous la direction d'un autre futur premier ministre, Levi Eshkol.

Les britanniques avaient armé *Palmach* afin de lutter contre les insurgés palestiniens. Ils avaient réussi à désarmer les palestiniens mais pas *Irgun* ni *Lehi*. Cette omission fut chèrement payée. Le 22 juillet 1946, *Irgun* et *Lehi*, avec l'accord du *Haganah* firent exploser l'hôtel du Roi David, qui hébergeait l'administration britannique, essayèrent d'assassiner le commandant militaire britannique de Jérusalem et très peu de temps après, tentèrent de faire sauter un immeuble gouvernemental britannique dans le centre de Londres. Puis, le 17

septembre 1948, *Lehi* assassina le représentant des Nations Unies, le Comte Folke Bernadotte qui était surtout connu pour avoir sauvé des milliers de juifs des nazis. Les britanniques et les Nations Unies n'étaient pas les seules cibles. Les palestiniens étaient dorénavant destinés à être expulsés ou assassinés.

Sous la direction de la tête pensante de l'Agence Juive devenue ensuite premier ministre, David Ben Gorion, les forces alliées de l'Agence, son aile militaire et les organisations terroristes planifièrent un programme pour théoriquement amener l'entière communauté arabo-musulmane, chrétienne et les autochtones à quitter la Palestine⁶. Plus tard, ce fut le plan dont le nom de code était « Plan D » (Tochnit Dalet), le plan avait mûri dans l'esprit de Ben Gorion en 1937, juste après la proposition de séparation de la Palestine faite par la Commission Royale. Dans une lettre à son fils, il écrivit « Nous devons expulser les arabes et prendre leurs places... » En effet, l'Agence Juive avait déjà commencé quelques années plus tôt, à esquisser une carte détaillée des villages et quartiers palestiniens exposant toutes leurs failles. Et en 1944, elle créa une école pour former des agents du renseignement en langue arabe et culture palestinienne. Voici l'origine du célèbre service de renseignement israélien, le *Mossad*.

Pendant ce temps, l'Agence Juive recrutait des volontaires parmi les membres juifs des forces alliées et entraînaient des résidents juifs de façon à ce que dès le mois de mai 1948, le *Haganah* comptabilisât 35 700 soldats dont 2200 dans les forces spéciales de *Palmach*. Ce qui, comme le souligna le journaliste israélien Benny Morris, fera 5500 soldats de plus dans l'armée israélienne que dans les forces combinées entre les armées régulières arabe et paramilitaire palestinienne. De surcroît, *Haganah* pouvait s'appuyer sur une réserve de 9500 membres des brigades jeunesse paramilitaires. Quand le *Haganah* fut rebaptisé *Force de défense israélienne* en juillet 1943, il comptait 63 000 hommes sous ses ordres. Peut-être encore plus important que des chiffres, il détenait le pouvoir et la capacité de commander et de contrôler plusieurs opérations d'envergure simultanées. Aucune force arabe ne pouvait rivaliser, même de très loin, avec cette puissance.

La guerre israélo-arabe de 1948-1949 fut un fiasco pour les états arabes voisins. La corruption, la faiblesse et la suffisance de leurs gouvernements, qui avaient servi de simples mandataires de l'impérialisme britannique, donneraient naissance plus tard à toute une série de révoltes, coups d'état, révolutions et également à l'émergence de groupes de terroristes arabes, mais l'impact immédiat pesait sur la communauté palestinienne. C'était pour eux un désastre, la *nakbah*. La communauté palestinienne était vulnérable et les stratèges juifs la percevaient telle leur « plus proche ennemi ». Une précédente version du Plan D, connue comme le Plan C et établissant la stratégie d'une guerre contre les palestiniens avait déjà été abordée en 1946. Ce plan appelait à « tuer le commandement politique palestinien, tuer les instigateurs palestiniens et leurs soutiens financiers, tuer les palestiniens agissant contre le bien des juifs, tuer les anciens officiers palestiniens et représentants du gouvernement sous le régime de mandat, endommager les moyens de transports palestiniens, détruire les ressources

⁶ Les archives israéliennes étaient utilisées par le journaliste israélien Benny Morris dans *The birth of Palestinian Refugee Problem, 1947-1949* (Cambridge : Cambridge University Press, 1987) et par l'historien israélien Ilan Pappé dans *The Ethnic Cleansing of Palestine* (London : Oneworld Publications, 2006) pour donner les premières données chiffrées de l'expulsion. En examinant ce papier, le journaliste et ancien député de la Knesset, Uri Avnery, écrivit (communication personnelle) « Le vrai nettoyage ethnique est devenu un objectif de guerre dès lors qu'il devint évident que nous étions sur le point de remporter la guerre. Nous reçûmes des ordres en ce sens ».

économiques palestiniennes (eau, puits, usines) attaquer les villages, clubs, cafés, lieux de rencontre palestiniens, etc... »

Quand le Plan D fut appliqué, comme l'historien israélien Ilan Pappé le souligna, il « scella le destin des palestiniens dans l'enclave sur laquelle les sionistes avaient jeté leur dévolu pour leur futur état juif... (il) appela à l'expulsion totale et systématique de leur terre... Chaque commandement de brigade reçut une liste (établie à partir d'une « carte » de renseignement) des villages ou voisinages qui devaient être occupés, détruits et dont les habitants devaient être expulsés à des dates précises. Les ordres précisaient que « Ces opérations pouvaient être conduites de la façon suivante : soit en détruisant les villages (en y mettant le feu, en le faisant exploser et en y installant des mines sous les décombres) – pour empêcher toute velléité de retour... en cas de résistance, les forces armées palestiniennes devaient être exterminées et la population expulsée en dehors des frontières de l'état. »



« Jugeant au résultat final » comme Ilan Pappé trouva dans les archives, l'ordre de « capturer, d'éliminer (hébreu : *tihur*) ou détruire... ne pouvait épargner aucun village quelle que soit la raison ». Enfin, sur les 700 villages qui formèrent Israël (cf. carte sur la gauche) 561 furent détruits, et bien avant le retrait britannique, 250 000 villageois avaient été déracinés. Ainsi que le commandant des Forces Spéciales (*Palmach*) l'écrivit, « Il y a un besoin de réaction massive et brutale... Si nous accusons une famille – nous devons les blesser sans pitié, femmes et enfants inclus. Autrement ce n'est pas une réaction efficace. Tout au long de l'opération, il n'est pas nécessaire de faire la part des choses entre culpabilité et innocence ». Comme le dit le Général Yigal Allon de *Palmach*, « La stratégie a totalement porté ses fruits... de vastes territoires ont été purgés ». Au moins 5000 palestiniens furent tués avant mai 1948.

L'attaque la plus connue fut celle de *Irgun* et *Lehi* agissant sous les ordres et conjointement avec le *Haganah*, sur le village de Deir Yasin le 9 avril. Des femmes furent violées, la plupart des villageois, y compris les enfants, furent assassinés et les corps furent profanés. Déjà avant cette attaque, Yosef Sepir, un des membres du comité de supervision, mit en garde ses collègues sur le fait que le monde non juif pourrait interpréter cette opération comme l'écho de la destruction allemande du petit village tchèque de Lidice le 10 juin 1942 en représailles du meurtre du SS Obergruppenführer Reinhard Heydrich. A Lidice, tous les adultes mâles ainsi que la plupart des femmes furent assassinés et ce site fut estampillé comme « effacé des mémoires à tout jamais ». La comparaison entre les deux peut sembler odieuse mais comme Mr Sepir avait prévenu, elle est inévitable.

La terreur n'est d'aucune utilité tant qu'elle n'est pas connue ; par conséquent, *Irgun* organisa une conférence de presse pour annoncer le massacre de Deir Yasin. Ce qu'il se produisit à ce moment, devint une partie de la campagne de diffamation utilisée pour stimuler la fuite des palestiniens. Dans les médias occidentaux et parmi les groupes d'affaires publiques, l'événement était fermement démenti et même imputé aux « leaders de la guerre arabe ». Les journalistes occidentaux et les historiens qui s'interrogèrent sur le bilan officiel furent taxés d'antisémitisme par les média occidentaux.

Deir Yasin fut décisive quant à l'expulsion des palestiniens, mais également fondamentale dans le fait de mettre en lumière deux caractéristiques majeures de la manière de penser et d'écrire sur la situation au Moyen Orient. : la première était l'indifférence totale des autochtones sur le modèle colonial préalablement établi et la seconde était l'offensive contre quiconque rapportait toute exaction israélienne.

Israël était exemptée des standards en vigueur au sein des autres états-nations. Immunité totale. Depuis que les juifs avaient, eux-mêmes, été victimes de l'holocauste (européen), les gouvernements tout comme l'opinion publique décidèrent tacitement qu'ils ne sauraient être tenus pour responsables de leurs actes au Moyen Orient. Imposer à Israël de respecter les mêmes règles que tous les autres états était, et demeure aujourd'hui un acte d'antisémitisme.

Ce qui, à l'évidence, ne rend pas service à Israël ; cela sert à mettre en exergue les pires inclinations des israéliens. Elles existent, après tout, dans tous les groupes de population quelle que soit leur religion ou leur implantation dans le monde. Tristement, cela démontre également une autre leçon d'histoire : nous sommes davantage prêts à apprendre de nos ennemis que de nos alliés⁷. Finalement, ces postures convergèrent vers un « prosémitisme » tout aussi intellectuellement ridicule que l'antisémitisme. Tous les deux sémites, les juifs comme les arabes, comme toutes les populations humaines, comptent dans leurs rangs autant de saints que de pécheurs, des généreux et des avares, des bienveillants et des monstres. Croire autre chose relève de la candeur ou de l'ignorance.

De la fin de la guerre jusqu'à la proclamation de l'Etat d'Israël en mai 1948, les Etats-Unis ne cherchèrent pas, tout au long de ces événements, à jouer un rôle bénéfique en recherche de paix. Cela exigeait des actions qui étaient vouées à enflammer les passions, amoindrissaient les tentatives britanniques, aussi faibles et tardives fussent-elles à limiter les dégâts causés par la guerre. Et en dépit des revendications que les immigrants juifs soient admis en Palestine, cela réduisit hypocritement l'immigration des juifs aux Etats-Unis. Pendant cette période, seulement 4767 juifs furent accueillis sous les décrets de décembre 1945 du Président Harry Truman alors qu'il exigeait simultanément de la Grande Bretagne qu'elle en accueillît 100 000. Et indépendamment de mesures particulièrement médiatisées de forcer la Grande Bretagne et les Nations Unies à instaurer une politique sioniste, Truman éluda. Il suggéra de suspendre la division et de continuer la tutelle. La Grande Bretagne refusa. L'huile était sur le feu.

Après avoir passé en revue les rapports, écouté les recours émotionnels de différents représentants, individuels et collectifs et respectant les ordres transmis par leurs gouvernements, les représentants de l'assemblée générale des Nations Unies vota (la résolution 181) le 29 novembre 1947, scrutin de 33 voix contre 13 et 10 abstentions afin de préconiser la division de la Palestine et attribua cet état juif embryonnaire, dont les futurs citoyens possédaient et maîtrisaient moins de 6% du territoire, 55% sous Mandat.

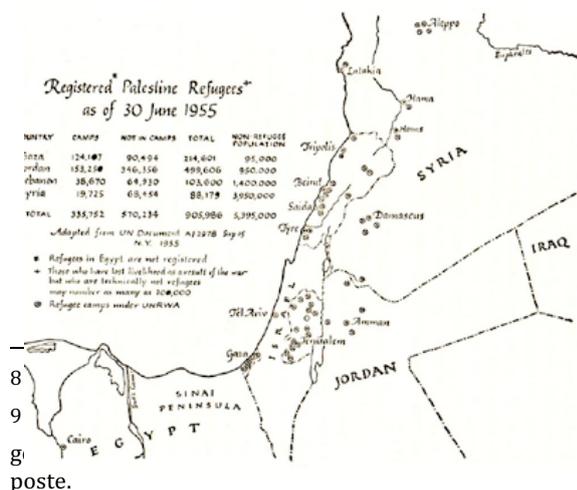
⁷ Le même processus d'apprentissage de ses ennemis était exhibé au même moment par les français en Algérie. Bien qu'ils aient été maltraités et humiliés par les allemands, les français, même aussi charitable et honnête que Albert Camus ne voyaient aucune contradiction à traiter les algériens tels qu'ils l'avaient été par les allemands. Le gouvernement français était aussi coupable que l'organisation terroriste, Organisation armée secrète. En tant que responsable du corps expéditionnaire en Algérie, je visitai un camp de concentration français qui, à l'exception des chambres à gaz, ressemblait à s'y méprendre à Auschwitz. Les américains au Vietnam et toutes les guerres à venir montreraient la même propension aux crimes contre l'humanité. Donc, lorsqu'un gouvernement ou un peuple offre l'immunité à un autre, on ne peut que s'attendre au pire de l'humain. Aucune race, croyance ou couleur n'est immune.

Pendant ce temps, les sionistes organisèrent un programme exceptionnel pour rassembler les juifs déplacés d'Europe (généralement appelés JD) et les envoyer en Palestine. L'opération était menée clandestinement, littéralement au nez et à la barbe des armées britanniques, des américains et des armées russes en volant au passage des équipements provenant de bâtiments soi-disant sous leur contrôle. Ceux qui l'avaient dénoncé furent violemment taxés d'antisémitisme quand cela fut découvert. Au fur et à mesure de la découverte des horreurs du régime nazi, toute action des sionistes était considérée comme légitime et la colère s'ancre très profondément. Comme l'écrivirent Jon et David Kimche⁸ :

« les juifs européens haïssaient les allemands qui avaient détruit leur style de vie, ils détestaient les polonais et les tchèques, les hongrois et les roumains, les autrichiens et les baltes qui avaient aidé les allemands ; ils haïssaient les britanniques et les américains, les russes et les chrétiens qui, d'après eux, les avaient abandonnés à leur triste sort. Ils haïssaient l'Europe, méprisaient ses lois et ne se sentaient redevables en rien à ces populations. Ils ne voulaient pas rester. Ainsi, l' « anti-goyisme », cette tumeur maligne grandissant dans la vie des juifs de Palestine reçut un nouveau souffle de vie. Relié au sionisme, cela galvanisa les camps juifs d'Europe ».

Les événements de 1947-1948 eurent quatre conséquences sur le long terme : ils augmentèrent drastiquement la population de juifs en Palestine tout en déplaçant quasiment toute la population palestinienne d'origine ; ils plongèrent le Moyen Orient dans une crise dont les autochtones, les israéliens, les européens continuent à souffrir ; ils créèrent et attisèrent les hostilités dont on sait combien elles sont vaines à apaiser ; et ils accélérèrent auprès de l'opinion publique américaine, la conviction de responsabilité émotionnelle de l'holocauste pour lequel ils n'en avaient pourtant aucune.

Très peu de temps après l'expulsion de la communauté palestinienne de ce qui devint Israël, une organisation humanitaire américaine se précipita pour sauver des vies et fournir quelque refuge. Petit à petit, les aires de transit où les réfugiés s'étaient littéralement effondrés se transformèrent en camps. Ainsi, l'église et l'aide humanitaire se déployèrent à travers une nouvelle association des Nations Unies (UNRA puis UNRWA)⁹. L'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) opèrent plus ou moins sur la base de soupes populaires telles que celles de la Grande Dépression américaine. Le coût de l'aide globale, comprenant la nourriture, les vêtements, les frais de santé et les hypothétiques tentes disponibles était évalué à 27\$ par an et par personne.



Si le régime alimentaire était ascétique, les facteurs émotionnels étaient toxiques. Il consistait en un mélange de souvenirs démesurés et d'espoirs impossibles. Seulement très peu de réfugiés trouvaient un travail. L'inactivité rongait les adultes. Et une nouvelle génération naquit ignorant ce qu'il se passait à l'extérieur des camps. En l'espace de

), 68

l puis je fus nommé en 1963 Haut commissaire/directeur poste mais je briefai le nouveau Haut commissaire sur le

quelques années, près de la moitié des réfugiés avait moins de 15 ans. Ils étaient en train de devenir comme une version moderne des disciples de Moïse au temps « du désert » Les camps étaient de véritables cloaques émotionnels. Les conditions de vie des détenus, autant émotionnellement que physiquement étaient bien pires que celles des juifs déplacés en Europe. Ils n'avaient aucun endroit où aller et aucun soutien extérieur pour les aider. La plupart était des fermiers expulsés sans aucune compétence particulière et, dès lors qu'ils trouvaient une opportunité de travail, devaient rivaliser avec les citoyens miséreux et sous-qualifiés des pays dans lesquels ils se trouvaient. Ils étaient à la fois exploités et haïs comme les réfugiés le sont presque toujours.

Une certaine part de l'opinion publique (et une partie de la presse qui était libre de s'exprimer) se retourna violemment contre les dirigeants de ces états. Dans la mesure où ces dirigeants avaient été mis en place par les puissances impérialistes, ils étaient considérés comme les représentants de ce que j'ai appelé le « malaise post impérialiste » et étaient souvent -à juste titre-, hostiles à l'accès à l'information de leurs concitoyens. Ils avaient muté de patriotes à analogistes, de nationalistes à des marionnettes et de combattants de la paix en chefs de guerre.

Partout au Moyen-Orient éclataient des manifestations, des représentants officiels des gouvernements, y compris le premier ministre et le chef de la police d'Égypte furent assassinés au cours d'émeutes, des tentatives d'attentat et des menaces égrenaient la vie quotidienne. En Syrie, le gouvernement fut renversé lors d'un coup d'état en 1949, et son leader fut vite limogé et remplacé par un autre groupe. En Jordanie, en juillet 1951, le tout nouveau roi fut assassiné par un palestinien. Puis, le 26 janvier 1952, « vendredi noir », la foule marcha sur le Caire, brûla, pillait et tua. Il devenait évident qu'aucun gouvernement arabe ne serait en mesure de gérer.

La reconnaissance du dysfonctionnement de la société arabe davantage que de celle du gouvernement commençait à se propager. Sans équivoque, il était certain que la corruption, la pauvreté, le sous-développement étaient à la fois l'héritage de décennies d'impérialisme et les conséquences des failles structurelles de la société arabe. Ces failles n'étaient pas causées par les événements en Palestine, mais elles furent intensifiées par la stupeur de l'échec arabe sur le terrain. Un peu partout, les arabes militaient activement pour du changement. Chaque pays s'attaqua à ses détracteurs mais chaque dirigeant chercha à se rendre populaire en critiquant les autres. Dès lors que les dirigeants se dressèrent les uns contre les autres, leurs peuples en firent autant.

Ce qui s'avéra être instructif fut que de toutes les failles du système colonialiste et de la mise sous mandat, émergea un réel essor de l'alphabétisation. Puis l'avènement de la radio ensuite de la télévision créa, même parmi la population peu éduquée, une prise de conscience sur les tenants et les aboutissants. Comme le commenta un administrateur colonial « la pauvreté et l'ignorance peuvent drainer plus ou moins de joie à l'inverse de la pauvreté et de l'éducation. Aujourd'hui, ceci aurait toutes les chances d'être un cocktail explosif ». Ce fut le cas. Cela se déclencha en Égypte le 23 juillet 1952 lorsque les « officiers libres » sous la direction de Gamal Abdul Nasser qui, en tant que jeune officier de l'armée avait expérimenté l'humiliation lors de la campagne d'Égypte à Gaza, destituèrent le roi¹⁰.

¹⁰ Dans « *Toward a policy for the Middle East* » dans le magazine *Foreign Affairs* qui paraîtrait deux semaines après le coup d'état, Richard Nolte et moi-même avions prédit/anticipé ce coup et plaidé pour une politique américaine post-coup d'état. Le Président Kennedy me nomma membre du Conseil politique de planification et me chargea de le mettre en place.

Nasser n'était pas un soutien servile des palestiniens. Il était, en revanche, un fervent partisan du nationalisme arabe. Il lui semblait que l'emphase emblématique des palestiniens et des égyptiens sur la « nation village », la *watan* faisait partie de la problématique arabe ; ce qui lui semblait nécessaire était de dépasser ce concept étroit pour se diriger vers un panarabisme (*qawmiyah*). La seule façon pour les arabes de parvenir à un certain niveau de sécurité, de surmonter l'humiliation de la Palestine ou de jouer un rôle majeur dans les affaires mondiales serait de dépasser les préjugés identitaires comme le firent les juifs en formant leur idéologie propre, le sionisme. Ainsi, pendant que Nasser essayait de gérer à la fois toute une série de problèmes propres à l'Égypte et de problématiques du monde arabe en filigrane de relations plus qu'orageuses avec la Grande Bretagne, la France et les États-Unis, la question palestinienne ne le quittait jamais. Tout comme les enjeux du colonialisme.

Nasser et les palestiniens se passionnèrent pour la lutte des algériens contre le colonialisme français. Ils constatèrent que les algériens avaient opté pour une guérilla qui avait tenu en échec l'armée française. Ils pensèrent donc qu'en copiant le modèle algérien, ils pourraient vaincre Israël. L'analogie ne fut pas victorieuse. La France pouvait se permettre d'abandonner l'Algérie – en fait, ils n'avaient plus les moyens de la garder- à l'inverse des israéliens qui n'avaient aucun autre endroit où aller et étaient fermement décidés à rester. L'Algérie disposait d'une population d'origine ; dans ce qui est devenu Israël, ne subsistait plus le moindre palestinien. Et alors que le gouvernement français et ses méthodes brutales étaient pointés du doigt par leurs concitoyens, les israéliens se voyaient offrir une forme d'immunité pour leurs souffrances liées à l'holocauste. Ne tenant aucun compte de ces différences, des dizaines de groupes palestiniens se sont engagés dans toute sorte d'actions aussi violentes que stériles. Non seulement échouèrent-ils à renverser les israéliens mais ils amenèrent les gouvernements arabes, y compris celui de Nasser à défier, détester et craindre qu'ils les précipitassent dans une guerre perdue d'avance contre Israël.

Ne tenant aucun compte de ces inquiétudes et hostilités moyen-orientales, les États-Unis cherchèrent à entraîner les arabes dans leur combat contre l'Union Soviétique. Quand le Secrétaire d'État américain, John Foster Dulles se rendit au Moyen-Orient en 1953, quelle ne fut sa surprise de les voir se détourner de ce que lui considérait comme la menace de l'URSS au profit de ce que, eux, considéraient comme la menace d'Israël. Comme la plupart des partisans de la Guerre Froide, il estimait la question palestinienne dérisoire et solvable. Ce qui importait réellement était plus ou moins ce que les britanniques avaient dû endurer au dix-neuvième siècle, la poussée vers l'extérieur de la Russie devenue l'Union Soviétique.

Paradoxalement, les anciens partisans de la Guerre Froide de l'époque de Truman s'étaient retrouvés piégés par un accord spectaculaire que Churchill passa avec Staline dont l'intention était de mettre un terme à la progression soviétique vers le sud. Churchill voulait que la Grèce remplace la Turquie comme un goulot d'étranglement supplémentaire.

Afin de prendre le contrôle de la Grèce, Churchill pensa qu'il devait rétablir le système monarchique grec et le régime fasciste d'avant-guerre. A la lumière de leur combat contre les nazis et les fascistes grâce notamment à la création d'une puissante organisation de résistants, les grecs n'avaient aucune envie de voir revenir au pouvoir la monarchie discréditée et le régime dictatorial d'avant-guerre. Churchill s'imposa donc par la force. Mais il ne le put qu'en empêchant les russes d'intervenir. Afin de les tenir à distance, il négocia avec Staline qui lui laissa les mains libres en Grèce en contrepartie de son soutien en Europe de l'Est.

Mais même avec l'approbation soviétique en Grèce, l'invasion britannique de la Grèce était au-delà de leurs moyens ; par conséquent, pour soutenir cette politique, la Grande Bretagne encouragea la promulgation de ce qui deviendrait la doctrine Truman. Pour les Etats-Unis, cette politique visait à protéger du communisme l'Asie et l'Afrique. Mais comme s'en rendit compte Mr Dulles, les moyen-orientaux s'intéressaient moins à la grande stratégie de la Guerre Froide qu'ils ne s'inquiétaient des conflits constants dans leur région.

Ce qui changea dans les années 50 fut que la collusion du problème palestinien avec la Guerre Froide créa un nouveau schéma qui fut dominant sous l'administration Eisenhower. Tout, y compris le problème des réfugiés était traité comme un aspect de la Guerre Froide. Ainsi toutes les initiatives pour régler le problème des réfugiés furent davantage esquissées afin d'empêcher l'Union Soviétique de s'en servir comme outil pour pénétrer la région plutôt que servant à des fins humanitaires ou même à des voies de négociation de paix arabo-israéliennes. Erronée à la base, cette politique ne fonctionna pas. Les différents schémas tentés pour réinstaller les réfugiés en dehors d'Israël s'avèrent infructueux. Les conflits perduraient. Ils s'amplifiaient cruellement.

Malgré l'armistice de 1949, les frontières de la Syrie, du Liban de la Jordanie et de l'Egypte étaient constamment violées par des raids et des contre-raids, investigations des renseignements, attaques commando et représailles massives. Ces « incidents » se comptaient par milliers. Il y avait un « *no man's land* » tout le long de la frontière israélienne. Les Nations Unies mirent en place une « Commission armistice mixte » pour évaluer les torts et essayer d'arrêter les actes de violence. Ce ne fut pas efficace. Au contraire, cela empira et banalisa l'enlèvement, la torture, le viol et le meurtre d'hommes, de femmes et d'enfants. On ne saurait insister assez sur l'importance de ces événements pour expliquer les postures des israéliens et des palestiniens les uns envers les autres. Disons le clairement, les israéliens considéraient les palestiniens comme des *untermenschen* (sous-hommes) pendant que les palestiniens les considéraient comme des monstres impérialistes. Les plaies restaient béantes et ravivées par des milliers d'incidents année après année.

Puisqu'il n'y avait aucun forum où ils pouvaient être activement constructifs ou demander réparation pour les torts subis, ces palestiniens dont nous nous rappelons les noms choisirent l'arme des faibles : le terrorisme. Les juifs avaient ouvert la voie en ce qui concerne le terrorisme, et les palestiniens s'engouffrèrent vaillamment dans la brèche. Le terrorisme est évidemment une politique odieuse, mais elle a été adoptée par des peuples de toute race, croyance et idéologie quand il ne restait plus aucun autre moyen d'action possible. Certains terroristes israéliens ayant gagné sur le terrain faisaient maintenant partie du gouvernement, et sur ce modèle, les anciens terroristes algériens étaient sur le point de faire partie du gouvernement algérien. Ces deux modèles sont devenus presque iconiques pour au moins une partie des palestiniens.

De telles actions ont été essayées par les palestiniens en représailles aux attaques israéliennes. En 1949, les israéliens contraignirent les jordaniens à leur céder une bande de 3km de large le long de leur frontière. Cela eut pour conséquence de séparer un grand nombre de villages palestiniens sous contrôle jordanien de leurs terres cultivables. Aussi affamés que furieux, les villageois se mirent à empiéter sur cette nouvelle ligne de démarcation pour pouvoir récolter ce qu'ils avaient planté et pendant ce temps les israéliens commencèrent à défendre leurs nouveaux biens. Très rapidement, l'armée israélienne fut appelée en renfort et tout « infiltré » était exécuté sur le champ. L'escalade de la violence flamba. Ce fut la première de ce qui devint un schéma de guérilla palestinienne et de terrorisme. Evénement

après événement, de chef auto-proclamé en chef légitime, les palestiniens entamèrent leur insurrection contre Israël.

Les attaques terroristes palestiniennes étaient parfois dramatiques et attiraient l'attention des médias mais elles s'avéraient inefficaces à la fois politiquement et militairement. Les palestiniens et même les petits groupes terroristes, contrairement à *Lehi* et *Irgun* dont ils s'étaient inspirés, étaient divisés, infiltrés par le renseignement israélien, incapables de se mettre d'accord ni sur leurs programmes ni sur leurs dirigeants. Manipulés par les autres gouvernements arabes, ils se retrouvaient tels des pions sur le grand échiquier.

A ce stade, la plupart des observateurs avisés les tenaient pour de la distraction et les palestiniens dans leur ensemble pour de simples spectateurs. On les pensait totalement incapables de faire la guerre comme la paix. Je pense que cette analyse était pertinente à l'époque. Vivant dans des camps de réfugiés épouvantables, n'ayant aucun moyen de communication, aucun chef légitime et submergés de souffrances, les palestiniens étaient coincés dans leur propre « état sauvage ». Seuls les leaders du monde arabe, avaient le pouvoir de décider de la guerre ou de la paix.

Le gouvernement israélien parvint à cette conclusion et chercha à anéantir les faibles et secrètes tentatives que le gouvernement américain avait faites dans les années 50 pour trouver un accord avec le président égyptien Nasser. C'était le plan derrière l'affaire Lavon – nom de code « opération Susannah » - fausse attaque contre un immeuble de l'USIS à Alexandrie en 1954. Le plan échoua lorsque les agents furent capturés. La frustration israélienne sur ce point et d'autres, la colère française contre les soutiens de Nasser apportés à l'Algérie insurrectionnelle, l'opposition britannique face à la perte de son point de contrôle à Suez aboutirent à l'attaque anglo-israélo-française en Egypte de 1956. Cet événement amena les américains à intervenir contre les attaquants pour la première fois. Mais l'implication américaine ne dura pas longtemps et l'administration d'Eisenhower fut vite accaparée par d'autres sujets. Il fallut attendre l'arrivée au pouvoir de Kennedy pour pouvoir réamorcer des tentatives, aussi limitées furent-elles, de recherche de paix au Moyen-Orient.

Ceci est à mon sens, l'interprétation des tendances majeures jusqu'en 1961. Je m'attèle maintenant à la phase suivante pour aborder les événements variés, complexes, et destructeurs qui illustrent vers là où nous nous dirigeons.

William R. Polk
May 22, 2018

Traduction Virginie Duroc-Danner